



Madame Elisabeth BORNE
Première Ministre
Hôtel de Matignon
57 Rue de Varenne
75007 Paris

Paris, le 24 novembre 2023

RECOMMANDEE A/R

Madame la Première Ministre,

Nos Fédérations CGT, FO, CFDT, CFTC et CFE-CGC SNETOSSA accusent réception de votre courrier du 8 novembre dernier dans lequel vous livrez vos positions concernant les revendications des agents de la Sécurité sociale que nous vous avons exposées par lettre du 10 octobre 2023.

Vous y écarterez toute nouvelle augmentation de la valeur du point en 2023, renvoyez les questions relatives à la Complémentaire Santé à de futures négociations et officialisez l'attribution d'une enveloppe pour la future classification d'un montant estimé supérieur à 160 millions d'euros.

Indépendamment du fait que votre courrier ne donne pas satisfaction aux revendications que nous portons et qu'un certain nombre de points nécessiteraient des précisions, vous ne répondez pas à notre demande de rendez-vous pour le 30 novembre.

Cela est d'autant plus dommageable que les revendications des agents de la Sécurité sociale relèvent de l'urgence. Ceux-ci l'ont d'ailleurs exprimé ces derniers mois à travers la grève dont celle du 13 octobre, au lendemain de la décision unilatérale de l'employeur d'augmentation de la valeur du point de 1,5 %, considérée comme nettement insuffisante.

En ne nous recevant pas, vous ne faites que confirmer davantage le mépris du gouvernement pour le personnel et l'absence totale de prise en compte des difficultés dans lesquelles il se trouve du fait de l'inflation. La colère des agents n'en sera que plus grande tandis que vous vous exonérez des responsabilités qui sont les vôtres en qualité de Première Ministre.

Par ailleurs, nous avons appris que le rassemblement d'agents de la Sécurité sociale que nous souhaitons organiser devant Matignon à l'occasion de la venue des Fédérations le 30 novembre, a été interdit par la Préfecture de Police au motif des décisions prises dans le cadre du plan Vigipirate renforcé. Les agents de la Sécurité sociale rassemblés ce jour ne projettent pas de troubler l'ordre public mais de soutenir leurs représentants. C'est pourquoi, faute d'arrêté d'interdiction dûment motivé à ce jour, nous vous indiquons prendre des dispositions afin que ce rassemblement soit finalement autorisé.

En tout état de cause, nous vous demandons instamment, Madame la Première Ministre, de donner l'occasion le matin du jeudi 30 novembre à une délégation de nos Fédérations de défendre de vive voix devant vous nos revendications :

-> La compensation de la perte du pouvoir d'achat par une augmentation significative de la valeur du point au 1er janvier 2023 qui, a minima, tiennent compte du niveau d'inflation ;

-> L'attribution d'enveloppes budgétaires spécifiques permettant entre autres, la revalorisation des coefficients, la reconnaissance des compétences et le déroulement de carrière, communiquées en amont de l'ouverture des négociations portant sur les trois classifications des emplois et des rémunérations, Employés et Cadres, Praticiens Conseils et Agents de Direction.

-> Le relèvement de la part employeur à 60 % dans le financement de la complémentaire santé, avec un budget complémentaire de 34 millions d'Euros soit 0,6 % de la masse salariale.

Dans l'attente de votre réponse rapide,

Veuillez recevoir, Madame la Première ministre, l'expression de nos salutations distinguées.

Florence PUGET



Secrétaire Nationale
Fédération PSTE CFTD

Bruno GASPARINI



Secrétaire Général
SNFOCOS

Alain JOZROLAND



Secrétaire Général
SNPDOS CFTD

Frédéric BELOUZE



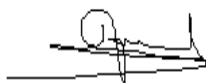
Secrétaire Général
CFTC PSE

Cécile VELASQUEZ



Secrétaire Générale
FNPOS CGT

Patrick LAVAUD



Président de la Fédération
CFE-CGC Sécurité Sociale

Frédéric NEAU



Secrétaire Général
Fédération FO des O. Sociaux